

## **ARRÊTÉ**

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société TETARD HAUDIQUÉZ GRISONI (THG) à BÉTHENCOURT-SUR-MER**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT à compter du 24 juillet 2023 ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment son article 49 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 18 décembre 2000 à la société TETARD HAUDIQUÉZ GRISONI pour les installations qu'elle exploite au 35 rue de Tournière à BÉTHENCOURT-SUR-MER (80130) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 donnant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 31 juillet 2023, transmis à l'exploitant par courriel du 3 août 2023, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 5 septembre 2023, reçu le 7 septembre 2023 ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

### **Considérant ce qui suit :**

1. Lors de la visite d'inspection du 31 juillet 2023 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté la non-conformité aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en raison des faits suivants :

- La présence de produits chimiques non répertoriés dans l'état des stocks présentés (exemples : sodium cyanide, auruna 220, acide sulfurique 96-98 %, ecocool global 20, acide chlorhydrique 32 %, etc.), ce qui contrevient aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté susvisé qui prévoit que « *L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées* ».

- L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les fiches de données de sécurité des produits suivants présents sur son site :
  - acide chlorhydrique, à 32 % ;
  - acide sulfurique, à 96-98% ;

Cela contrevient aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté susvisé qui prévoit que « *L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent* ».

2. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et en particulier à la sécurité ;

3. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TETARD HAUDIQUEZ GRISONI de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. – OBJET**

La société TETARD HAUDIQUEZ GRISONI située au 35 rue de Tournière à BÉTHENCOURT-SUR-MER (80130) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2. – ÉTAT DES STOCKS**

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé , qui prévoit notamment que « *L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées* ».

### **ARTICLE 3. – FICHES DE DONNÉES DE SÉCURITÉ**

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé , qui prévoit notamment que « *L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent* ».

### **ARTICLE 4. – SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8, II, du code de l'environnement.

### **ARTICLE 5. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80000 Amiens, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

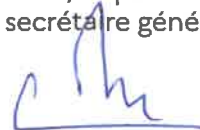
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 7. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TETARD HAUDIQUEZ GRISONI.

Amiens, le 12 OCT. 2023

Pour le préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Emmanuel MOULARD', is written over a horizontal line.

Emmanuel MOULARD